

L'exécutif catalan plonge dans une crise politique

Espagne Trois membres du gouvernement séparatiste catalan ont été remplacés vendredi.

Paco Audije
Correspondant à Madrid

Dans une conférence de presse conjointe, Carles Puigdemont, président libéral-nationaliste de la Catalogne, et son vice-président, Oriol Junqueras, de la gauche républicaine catalane (ERC), ont souligné leur objectif : disposer d'un "bloc compact" pour entamer le chemin vers le référendum d'autodétermination qu'ils ont prévu le 1^{er} octobre, contre la volonté du Premier ministre espagnol, Mariano Rajoy.

Il y a dix jours, M. Puigdemont faisait sortir de son exécutif Jordi Baiget, ministre de l'Entreprise, parce que celui-ci avait exprimé des doutes sur l'avenir du référendum. Par la suite, le président catalan a changé trois autres ministres, sur les douze que compte le gouvernement : ceux de la Présidence, de l'Intérieur et de l'Éducation.

Ces trois postes sont cruciaux pour avancer vers l'étape "finale" du référendum sur l'indépendance de la Catalogne. Le ministère de la Présidence et celui de l'Intérieur doivent mettre au point les détails d'infrastructure et de sécurité. Le troisième devra s'assurer de la collaboration des responsables de milliers d'écoles et de lycées de Catalogne.

Des sanctions pour les "désobéissants"

Or, ce n'est pas gagné. Les bourgmestres et d'autres élus locaux, les proviseurs et directeurs d'école ont été avertis par le gouvernement de Mariano Rajoy : ils ris-

quent des poursuites judiciaires s'ils prennent des décisions administratives et budgétaires contraires aux arrêts du tribunal constitutionnel. Et ils encourent des sanctions légales individuelles. Les amendes peuvent aller jusqu'à 600 000 euros à payer – s'il le faut – avec le patrimoine particulier ou familial des potentiels "désobéissants".

Au moment de quitter son poste, M. Baiget n'avait pas seulement exprimé ses doutes sur le processus censé mener la Catalogne vers le référendum, mais il avait déjà souligné qu'il n'était pas prêt à payer l'objectif commun avec la perte de son patrimoine personnel et familial. Ceux qui "se sont mis maintenant de côté", selon l'expression de M. Puigdemont, n'avaient rien à se reprocher politiquement, mais avaient "des doutes" personnels.

Des dissensions entre la gauche et les libéraux

Le gouvernement espagnol multiplie les menaces à l'encontre des fonctionnaires qui participeraient à l'organisation du référendum d'autodétermination.

Le président catalan a fait l'objet de fortes critiques au sein de son propre parti, qui considère que les élus de la gauche républicaine ne paient jamais le prix de la politique indépendantiste menée à Barcelone. Exemple : Artur Mas, l'ancien président catalan, et trois de ses anciens ministres, ont été condamnés à différentes périodes d'incapacité électorale. Les quatre appartiennent au Parti démocrate catalan européen du président Puigdemont PDECat. En revanche, aucune personne d'ERC n'a subi un tel sort. Pourtant, les dirigeants d'ERC se déclarent même "prêts à aller en prison, tous, sans exception".

Cette remise à neuf du cabinet catalan ne fait donc qu'illustrer l'augmentation des dissensions entre le nationalisme traditionnel, représenté par PDECat, et l'indépendantisme historique d'ERC.